

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales Charles Akande, rédacteur

OMC : élaboration d'une feuille de route pour la deuxième moitié de 2019

Lors de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) convoquée les 14 et 15 mars par le président du groupe de négociation sur l'agriculture, l'ambassadeur Deep Ford (Guyana), plusieurs groupes de travail (GT) – accès aux marchés, soutien interne, stocks publics (DSP), mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) et coton – ont présenté l'état actuel de leur discussion respective à l'ensemble des Membres.

Même si le travail mené dans ces groupes a été décrit comme étant « hautement engagé, constructif, sincère, ouvert et approfondi », les groupes n'ont pas tous fait état du même degré de progrès dans leurs pourparlers qui, cette fois, étaient soutenus par des présentations du Secrétariat de l'OMC sur la position des Membres sur chaque sujet.

L'ambassadeur Ford espérait que les Membres seraient en mesure de cibler des enjeux précis et des options connexes pour former la base d'un ensemble progressif sur lequel ils pourraient commencer à négocier durant la seconde moitié de l'année. Il espérait que cela aiderait à éliminer certaines des différences et ultimement à livrer un résultat à la 12^e conférence ministérielle (CM12), qui aura lieu à Astana (Kazakhstan). Ainsi, il a décrit le processus actuel comme étant « d'une importance cruciale » pour faire avancer les négociations sur l'agriculture.

« À cette fin, les Membres exploreront diverses options, certaines anciennes et d'autres nouvelles, afin de trouver des voies qui faciliteraient une plus grande convergence », a déclaré M. Ford.

Certains groupes de travail semblent plus avancés que d'autres, particulièrement celui sur le soutien

interne, dont les Membres ont fait preuve de volonté « à s'engager dans une discussion ouverte, interactive et ciblée » en cernant « de manière détaillée les éléments qui doivent être abordés, y compris dans certains cas des suggestions renouvelées, et ont exprimé leurs points de vue sur la manière de prioriser ces éléments et de faire avancer les discussions. » Cependant, les premières rencontres des groupes de travail sur l'accès aux marchés et sur le mécanisme de sauvegarde spéciale n'ont pas tout à fait donné les mêmes résultats, a affirmé une source ayant participé aux deux événements.

« Hautement complexe et difficile »

La discussion du groupe de travail sur l'accès aux marchés a été décrite comme étant très large et axée sur une variété d'enjeux puisque la plupart des Membres avaient apporté leur liste de demandes pour cette première réunion. Une source informée a décrit le débat comme étant « hautement complexe et difficile », bien qu'elle ait reconnu que ce groupe de travail en est toujours à un stade très préliminaire. Il est néanmoins évident que les Membres ont été pénalisés par la « productivité réduite » dans ce domaine de négociation sur l'agriculture sur une longue période, a affirmé le président.

Cela étant dit, certains enjeux semblent émerger comme étant des premiers choix préliminaires pour Astana. Durant les délibérations, certains pays ont prôné l'inclusion de la simplification des tarifs parmi les résultats progressifs de la CM12. Habituellement contre les progrès dans le dossier de l'accès aux marchés, l'Inde a déclaré qu'elle ne s'opposerait pas à la simplification des droits non ad valorem, alors

que le groupe africain, pour sa part, a réitéré son intérêt à s'attaquer en priorité à la simplification des tarifs et aux crêtes tarifaires.

Les États-Unis, qui ont été très actifs dans ce domaine particulier des négociations, ont conseillé d'éviter d'être trop sélectifs pour la CM12. Aux vues de la situation actuelle, il est difficile d'imaginer comment les Membres pourraient s'entendre sur le choix de quelques éléments sur lesquels ils veulent approfondir les discussions, étant donné les liens qui existent au sein du dossier de l'accès aux marchés, mais aussi dans les autres négociations relatives à l'accès aux marchés, comme les produits de transformation (AMNA), les services et le MSS.

Le MSS, même s'il a son groupe de travail distinct, demeure lié à la discussion plus vaste sur l'accès aux marchés. Comme l'a dit l'ambassadeur Ford, les liens ici sont inévitables, et les Membres peuvent donc envisager d'invoquer le MSS seulement lorsque le degré d'ambition ciblé dans les domaines individuels des négociations est évalué.

Priorité donnée au soutien interne

Le soutien interne, sans surprise, continue d'être la plus grande priorité des Membres. Les délégués, entre-temps, commencent tranquillement à cesser d'envisager seulement une réduction du soutien ayant un effet de distorsion des échanges puisque plusieurs pays ont appelé à l'inclusion de tous les types de soutien. Le Paraguay, par exemple, a souligné qu'il ne croit pas en la différenciation entre le soutien ayant un effet de distorsion des échanges et le soutien n'en ayant pas, affirmant que tous les types de subventions ont un effet de distorsion. Ainsi, certains ont demandé à ce que l'inclusion de la catégorie verte et de la catégorie développement (article 6.2) soit également abordée.

Lors de la deuxième réunion du groupe de travail, le Brésil a suggéré que les Membres s'entendent sur un plafond pour toutes les formes de soutien (orange, bleu et vert), une idée qui a obtenu l'appui de l'Argentine, de la Colombie, du Chili et du Costa Rica. Le Canada, quant à lui, a déclaré qu'il voulait que la priorité soit donnée au soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges et à l'examen du niveau global de soutien en vertu de l'article 6.2. Cependant, le Canada a également convenu que l'accent ne devrait pas être seulement mis sur la MGS puisque la tendance montre que les autres types de soutien ont augmenté au cours des dernières années.

L'ambassadeur Ford a remarqué le désir des Membres de parvenir à un résultat dans ce domaine des pourparlers, mais les a prévenus du risque de « dialogue de sourds ».

Feuille de route pour la fin juillet

Le président souhaite présenter une feuille de route claire (et ambitieuse, selon certains) d'ici la fin juillet pour concentrer les discussions après la pause estivale sur quelques enjeux cernés par les Membres comme étant essentiels pour la CM12.

« Pour parvenir à un résultat significatif en agriculture, nous devons faire des progrès concrets ici à Genève durant l'année », a-t-il dit à l'ensemble des Membres lors d'une réunion informelle des chefs de délégations.

« Le processus des groupes de travail est un tremplin qui vise à nous permettre de cibler le plus tôt possible, et par là je veux dire aux environs de la pause estivale, les éléments et les options connexes qui pourraient former la base d'un ensemble progressif sur lequel nous pourrions commencer à négocier sérieusement dans la seconde moitié de cette année », a souligné le président.

Genève en bref est publié une fois par mois par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada, les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada et les Producteurs d'œufs du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement en matière d'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : producteurslaitiers.ca, producteursdepoulet.ca, producteursdoeufs.ca, leseleveursdedindonducanada.ca, chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

